

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/005967]

26 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} décembre 1998 fixant, pour le personnel académique auprès des universités en Communauté flamande, la réglementation des absences, de la discipline, des positions administratives, des congés, de la fin du mandat, de l'examen de l'aptitude physique et du contrôle médical

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, sanctionné par le décret du 20 décembre 2013, article V.2.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- L'Inspection des Finances a rendu un avis le 12 mars 2024.

- Le Comité flamand de négociation pour l'enseignement supérieur et l'Hôpital universitaire de Gand visé au Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, a conclu le protocole n° 137 le 26 mars 2024.

- Le Conseil d'État a rendu l'avis n° 76.143/1 le 17 avril 2024, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

Motivation

Le présent arrêté permet la suspension préventive du personnel académique dans le cadre des comportements abusifs et constitue un complément nécessaire aux modifications législatives dans le Code de l'Enseignement supérieur concernant la possibilité de suspension préventive du personnel administratif et technique des universités et du personnel des hautes écoles dans le cadre des comportements abusifs.

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- le décret du 8 décembre 2023 relatif aux comportements abusifs dans l'enseignement supérieur ;

- le décret du Gouvernement flamand du 1^{er} décembre 1998 fixant, pour le personnel académique auprès des universités en Communauté flamande, la réglementation des absences, de la discipline, des positions administratives, des congés, de la fin du mandat, de l'examen de l'aptitude physique et du contrôle médical.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand.

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} décembre 1998 fixant, pour le personnel académique auprès des universités en Communauté flamande, la réglementation des absences, de la discipline, des positions administratives, des congés, de la fin du mandat, de l'examen de l'aptitude physique et du contrôle médical, le membre de phase « , lorsque l'université a officiellement ouvert une enquête à la suite d'un signalement de comportement abusif » est inséré entre les mots « en question » et les mots « ou lorsque ».

Art. 2. Le ministre flamand qui a l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 avril 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005427]

28 MARS 2024. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de simplifier le fonctionnement et l'organisation des organes communaux et provinciaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article L1122-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, les mots et phrases « dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par le directeur général à l'intéressé. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. » sont abrogés.

Art. 2. L'article L1122-6, § 6, du même Code, inséré par le décret du 29 mars 2018, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Si un siège devient définitivement vacant pendant la durée du congé visé aux paragraphes 1^{er} à 5, le suppléant visé à l'alinéa 2 perd automatiquement son mandat et est appelé pour siéger définitivement. Dans cette hypothèse, le groupe politique peut solliciter le remplacement conformément aux alinéas 1^{er} et 2. ».

Art. 3. A l'article L1122-9 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées : 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « accepte » est remplacé par le mot « acte »; 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La démission prend effet à la date où le conseil l'acte. Lorsque la démission est actée par le conseil communal, elle ne peut plus être retirée ».

Art. 4. A l'article L1122-11 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, à l'alinéa 2, les mots « Outre l'obligation imposée par l'article 26bis, § 5, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, » sont abrogés.

Art. 5. L'article L1122-13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante : « Toutefois, les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par voie électronique. »

Art. 6. A l'article L1122-14 du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

- 1) les mots «, les réponses et les répliques » sont insérés entre les mots « Les interpellations » et les mots « sont transcrites »;
- 2) la phrase « Il est publié sur le site internet de la commune. » est abrogée;
- 3) il est complété par la phrase suivante : « Le règlement d'ordre intérieur détermine si les échanges sont transcrits dans leur intégralité. »;

b) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le procès-verbal du conseil communal réuni en séance publique est publié sur le site internet de la commune. »;

2° le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 7. A l'article L1122-19, 2°, du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° la ponctuation « ; » est remplacé par les mots «, à l'exclusion des comptes du centre public d'action sociale. »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux directeurs généraux. ».

Art. 8. A l'article L1122-22, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « ainsi qu'en cas de désignation du lauréat appelé à occuper une fonction de grade légal » sont insérés entre les mots « Sauf en matière disciplinaire » et les mots «, la séance ».

Art. 9. A l'article L1122-24 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2013, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion sauf dans les cas d'urgence impérieuse motivée où le moindre retard pourrait porter préjudice. ».

Art. 10. A l'article L1122-27, alinéa 4, du même Code, les mots « les présentations de candidats, » et les mots « les mises en disponibilité, » sont abrogés.

Art. 11. A l'article L1122-28, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si » sont remplacés par les mots « Pour chaque nomination de candidats à des emplois et pour chaque engagement contractuel, si ».

Art. 12. A l'article L1122-32 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° à l'alinéa 4, les mots « de ces règlements » sont remplacés par les mots « des règlements contenant des mesures de police comportant une peine de police ou une sanction administrative »;

3° l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 13. A l'article L1122-34 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 12 octobre 2017, sont insérés les paragraphes 2/1, 2/2 et 2/3 rédigés comme suit :

« § 2/1. Dans l'hypothèse visée au paragraphe 2, lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats. Cependant, les membres du conseil communal votent à haute voix ou selon un mode de scrutin équivalent sur une telle nomination à chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

§ 2/2. Dans l'hypothèse visée au paragraphe 2, à chaque fois qu'il y a plusieurs candidats pour un mandat ou une fonction à pourvoir, les membres du conseil communal votent à haute voix ou selon un mode de scrutin équivalent sur ces nominations. Pour chaque mandat ou fonction, il est procédé à un scrutin distinct.

Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

À cet effet, le président dresse une liste qui contient deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages peuvent être donnés uniquement aux candidats portés sur cette liste. La nomination a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

§ 2/3. Dans les hypothèses visées aux paragraphes 2/1 et 2/2, les membres du conseil communal votent à bulletin secret à chaque fois qu'un conseiller le demande. ».

Art. 14. A l'article L1122-37, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, ajouté par le décret du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées : a) le 3° est abrogé;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal en matière d'octroi de subventions. Sa décision est communiquée au conseil communal lors de sa prochaine séance. ».

Art. 15. A l'article L1123-1, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 7 septembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 7, les mots « l'article L1123-14 » sont remplacés par les mots « tous les autres articles qui recourent à la notion de groupe politique »;
- 2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :
« L'exclusion ou la démission du groupe ne modifie pas le résultat de la répartition des mandats, fixée à la suite des élections, entre les groupes politiques. ».

Art. 16. A l'article L1123-2, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 26 avril 2012, les mots «, à l'exclusion du bourgmestre, » sont insérés entre les mots « au remplacement définitif d'un membre du collège » et les mots « ou à la désignation du président du conseil de l'action sociale ».

Art. 17. A l'article L1123-7 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « accepte » est remplacé par le mot « acte »; 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :
« La démission prend effet à la date où le conseil l'acte. Lorsque la démission est actée par le conseil communal, elle ne peut plus être retirée. ».

Art. 18. A l'article L1123-8, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 19. A l'article L1123-9 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au quatrième tiret, le mot « 19.999 » est remplacé par le mot « 29.999 »;
- 2° le cinquième tiret est abrogé;
- 3° à l'ancien sixième tiret, devenu le cinquième tiret, le mot « sept » est remplacé par le mot « six »;
- 4° à l'ancien septième tiret, devenu le sixième tiret, le mot « huit » est remplacé par le mot « sept »;
- 5° à l'ancien huitième tiret, devenu le septième tiret, le mot « neuf » est remplacé par le mot « huit »;
- 6° à l'ancien neuvième tiret, devenu le huitième tiret, le mot « dix » est remplacé par le mot « neuf ».

Art. 20. A l'article L1123-11 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « accepte » est remplacé par le mot « acte »;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :
« La démission prend effet à la date où le conseil l'acte. Lorsque la démission est actée par le conseil communal, elle ne peut plus être retirée. ».

Art. 21. A l'article L1123-15 du même Code, le paragraphe 3, modifié par le décret du 29 mars 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le président du conseil de l'action sociale ne perçoit pas de jeton de présence lorsqu'il participe aux réunions du conseil communal. ».

Art. 22. A l'article L1123-20, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les mots « en fonction » sont insérés entre les mots « de ses membres » et les mots « sont présents ».

Art. 23. A l'article L1123-21 du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La convocation aux réunions extraordinaires se fait par voie électronique, au moins deux jours francs avant la réunion. La convocation peut être transmise par écrit et à domicile si le membre du collègue en a fait la demande par écrit ou si la transmission par voie électronique est techniquement impossible. ».

Art. 24. L'article L1123-23 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est complété par le 12° rédigé comme suit :

« 12° de décider de porter la candidature de la commune aux appels à projet, d'assurer le respect des conditions de recevabilité et d'éligibilité et d'en faire le suivi. La candidature est communiquée, pour prise d'acte, au conseil communal lors de sa plus prochaine séance. ».

Art. 25. A l'article L1123-27, du même Code, ajouté par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :
« La déclaration de politique communale est valable pour toute la durée de la mandature sauf en cas d'adoption d'un nouveau pacte de majorité et de renouvellement complet du conseil communal. »;
- 2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « six » est remplacé par le mot « neuf »;
 - b) l'alinéa 2 est complété par ce qui suit : « Lorsque la commune décide de développer des synergies, telles que définies à l'article L1512-1/1, elle les intègre dans le programme stratégique transversal. »;
 - c) l'alinéa 4 est complété par ce qui suit : « Cette évaluation comprend un bilan des synergies entre la commune et le C.P.A.S. telles que visées à l'alinéa 2. »;
 - d) l'alinéa 8 est abrogé.

Art. 26. A l'article L1124-40 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1) au 3°, les mots « 22 000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 30 000 euros hors T.V.A., à l'exception du projet de budget ou de modifications budgétaires »;

2) il est inséré un 3°*bis* rédigé comme suit :

« 3°*bis* de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal, ou le cas échéant, du collège communal, portant sur l'acceptation des donations ou des legs à la commune, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier qui contient le projet et ses annexes explicatives éventuelles; »;

3) au 4°, les mots « 22 000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 30 000 euros hors T.V.A. »;

b) à l'alinéa 2, les mots « 3° et 4° » sont chaque fois remplacés par les mots « 3° à 4° »;

c) à l'alinéa 3, la phrase « A défaut, il est passé outre l'avis. » est remplacée par la phrase « A défaut d'avis dans le délai requis, la procédure peut néanmoins se poursuivre. »;

d) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement est habilité à modifier, si les circonstances le justifient, les montants visés aux 3° à 4°. »;

2° il est complété par les paragraphes 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 5. Pour l'accomplissement des missions visées au paragraphe 1^{er}, 3° à 4°, le collège communal veille à garantir au directeur financier un accès complet à tous les éléments des dossiers soumis au collège communal et au conseil communal.

§ 6. Aux fins de bonne exécution du présent article, toute décision qui a une incidence financière est transmise au directeur financier. ».

Art. 27. Dans l'article L1124-50 du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « l'article L1124-4 » sont remplacés par les mots

« les articles L1124-4 et L1124-40 »;

2° à l'alinéa 4, les mots « et au Gouvernement » sont abrogés.

Art. 28. Dans l'article L1125-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, modifié par le décret du 18 avril 2013, le mot « provinciaux » est ajouté après le mot « généraux ».

Art. 29. À l'article L1126-1 du même Code, le paragraphe 2, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cours de législature, si le conseiller communal qui exerce la fonction de bourgmestre cesse définitivement de l'exercer, son successeur à cette fonction prête serment entre les mains du président du conseil communal. ».

Art. 30. L'article L1132-3, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1132-3. § 1^{er}. Les règlements et ordonnances du conseil et du collège communal, les publications, les actes et la correspondance de la commune sont signés par le bourgmestre et contresignés par le directeur général.

La signature et la contresignature visées à l'alinéa 1^{er} se font soit par une signature manuscrite soit par une signature électronique.

La signature électronique visée à l'alinéa 2 se fait par une signature électronique, une signature électronique avancée ou une signature électronique qualifiée, visée respectivement aux articles 3.10, 3.11 et 3.12 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

§ 2. Le Gouvernement peut apporter des précisions quant à la procédure électronique. ».

Art. 31. Dans le même Code, il est inséré un article L1132-6 rédigé comme suit :

« Art. L1132-6. Par dérogation à l'article L1132-3, les actes et la correspondance de la commune qui relèvent des compétences légales propres du directeur financier sont signés par lui.

La signature visée à l'alinéa 1^{er} se fait soit par une signature manuscrite soit par une signature électronique.

La signature électronique visée à l'alinéa 2 se fait par une signature électronique, une signature électronique avancée ou une signature électronique qualifiée, visée respectivement aux articles 3.10, 3.11 et 3.12 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE. ».

Art. 32. Dans le même Code, il est inséré un article L1132-7 rédigé comme suit :

« Art. L1132-7. Le collège communal peut autoriser le directeur financier à déléguer la signature de certains documents à un ou plusieurs fonctionnaires communaux.

Cette délégation est faite par écrit; le conseil communal en est informé à sa plus prochaine séance.

La mention de la délégation précède la signature, le nom et la qualité du fonctionnaire délégué sur tous les documents qu'il signe. ».

Art. 33. Dans le même Code, il est inséré un article L1132-8 rédigé comme suit :

« Art. L1132-8. § 1^{er}. Le bourgmestre peut déléguer la signature des actes authentiques à un collaborateur d'une étude notariale.

§ 2. Le collège communal peut autoriser le directeur général et le directeur financier à déléguer le contreseing ou la signature des actes authentiques à un collaborateur d'une étude notariale.

§ 3. Les délégations de signature visées aux §§ 1^{er} et 2 se font par procuration authentique et sont limitées aux opérations mentionnées dans la procuration dont la réception de l'acte authentique devant notaire intervient par voie de vidéoconférence. ».

Art. 34. L'article L1133-1 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1133-1. Les règlements et ordonnances du conseil communal, du collège communal et du bourgmestre sont rendus accessibles librement sur le site internet de la commune, dans leur intégralité, de manière permanente et gratuite, pendant toute la durée de validité de ces règlements et ordonnances, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité, à en effectuer le téléchargement et à établir la preuve du moment de cette publication. Le cas échéant, la décision de l'autorité de tutelle et sa date sont indiquées.

Le Gouvernement peut déterminer des modalités complémentaires de publication conformément aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

A titre d'information au public, une affiche visible en permanence et le site internet de la commune mentionnent l'adresse à laquelle les règlements et ordonnances sont rendus accessibles, conformément à l'alinéa 1^{er}, et le ou les lieux où ceux-ci peuvent être consultés par le public, aux heures d'ouverture de l'administration communale. ».

Art. 35. L'article L1133-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1133-2. Les règlements et ordonnances visés à l'article L1133-1 sont opposables dès leur publication dans les conditions et selon les modalités prévues par et en vertu des alinéas 1^{er} et 2 du même article.

Ils deviennent obligatoires le cinquième jour qui suit le jour de cette publication, sauf s'ils en disposent autrement. ».

Art. 36. L'article L1133-3 du même Code est abrogé.

Art. 37. A l'article L1211-3, § 2, alinéa 3, 1^o, du même Code, modifié par le décret du 19 juillet 2018, le mot « soutient » est remplacé par le mot « conseille ».

Art. 38. L'article L1221-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1221-1. § 1^{er}. Le conseil communal accepte les donations faites par acte authentique et les legs au profit de la commune.

Le prix d'une concession de sépulture n'est pas considéré comme une libéralité.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er}, au collège communal.

La délégation est limitée, au maximum, aux donations et legs sans charge ou condition et d'un montant, le cas échéant estimé, inférieur à :

- 1^o 30 000 euros dans les communes de moins de quinze mille habitants;
- 2^o 60 000 euros dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;
- 3^o 120 000 euros dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 3. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 4. La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur la base des dernières données mises à jour portant sur le nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 2. ».

Art. 39. L'article L1221-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1221-2. Le bourgmestre accepte les donations sans charge ou condition portant sur des biens meubles corporels.

Le bourgmestre peut déléguer sa compétence visée à l'alinéa 1^{er} à un fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier. ».

Art. 40. L'article L1222-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1222-1. § 1^{er}. Sauf disposition légale spécifique, le conseil communal fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à des opérations immobilières et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège communal.

La délégation est limitée, au maximum, aux opérations immobilières d'un montant estimé, conformément à l'article L3512-2, inférieur à :

- 1^o 30 000 euros dans les communes de moins de quinze mille habitants;
- 2^o 60 000 euros dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;
- 3^o 120 000 euros dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

La valeur de l'opération immobilière correspond à la valeur vénale estimée du bien ou au montant estimé de l'opération multiplié, le cas échéant, par la durée du contrat. Lorsque le contrat peut être reconduit ou que la durée du contrat peut être prolongée et que la durée totale du contrat, reconductions ou prolongations comprises, peut être supérieure à dix ans, la valeur de l'opération correspond à l'estimation de la valeur annuelle du contrat multipliée par dix sans que cette somme puisse être inférieure au montant estimé pour la durée minimum initiale du contrat.

§ 3. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 4. La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur la base des dernières données mises à jour portant sur le nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 2. ».

Art. 41. Dans le même Code, il est inséré un article L1222-1*bis* rédigé comme suit :

« Art. L1222-1*bis*. Sauf disposition légale spécifique, le collège communal engage la procédure, attribue le contrat relatif à l'opération immobilière et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas où la négociation est permise avec les candidats, le collège communal approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par les documents et, le cas échéant, la réglementation applicable à l'opération immobilière.

Le collège communal peut apporter au contrat toute modification non substantielle en cours d'exécution. ».

Art. 42. Dans le même Code, il est inséré un article L1222-1*ter* rédigé comme suit :

« Art. L1222-1*ter*. § 1^{er}. Sauf disposition légale spécifique, le conseil communal fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent à la commune et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège communal.

La délégation est limitée, au maximum, aux opérations d'un montant estimé, conformément à l'article L3513-2, inférieur à :

- 1° 30 000 euros dans les communes de moins de quinze mille habitants;
- 2° 60 000 euros dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;
- 3° 120 000 euros dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

La valeur de l'opération correspond à la valeur vénale estimée du bien ou au montant estimé de l'opération multiplié, le cas échéant, par la durée du contrat. Lorsque le contrat peut être reconduit ou que la durée du contrat peut être prolongée et que la durée totale du contrat, reconductions ou prolongations comprises, peut être supérieure à dix ans, la valeur de l'opération correspond à l'estimation de la valeur annuelle du contrat multipliée par dix sans que cette somme puisse être inférieure au montant estimé pour la durée minimum initiale du contrat.

§ 3. Toute délégation octroyée par le conseil communal prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil communal de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 4. La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur la base des dernières données mises à jour portant sur le nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 2. ».

Art. 43. Dans le même Code, il est inséré un article L1222-1*quater* rédigé comme suit :

« Art. L1222-1*quater*. Sauf disposition légale spécifique, le collège communal engage la procédure, attribue le contrat relatif à la vente ou la mise à disposition de biens meubles corporels et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas où la négociation est permise avec les candidats, le collège communal approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par les documents et, le cas échéant, la réglementation applicable à l'opération.

Le collège communal peut apporter au contrat toute modification non substantielle en cours d'exécution. ».

Art. 44. Dans le même Code, il est inséré un article L1222-1*quinquies* rédigé comme suit :

« Art. L1222-1*quinquies*. Les articles L1222-1 à L1222-1*quater* ne s'appliquent pas aux opérations portant à la fois sur l'attribution de contrats relatifs à des opérations immobilières ou à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent à la commune et sur l'application d'un règlement-redevance. ».

Art. 45. L'article L1222-2 du même Code est abrogé.

Art. 46. A l'article L1222-3, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 47. A l'article L1222-4, du même Code, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le collège communal peut déléguer au directeur général ou au directeur général adjoint, ses compétences de vérification, en vue du paiement, des travaux, des fournitures et des services qui sont acceptés en paiement, le cas échéant d'invitation à facturer, et de fixer le montant qu'il estime dû.

En cas de délégation, les décisions du directeur général ou du directeur général adjoint sont communiquées au collège lors de sa plus proche séance. ».

Art. 48. A l'article L1222-6, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 49. A l'article L1222-7, § 3, du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 50. A l'article L1222-8, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 51. A l'article L1231-5 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 juillet 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, l'alinéa 4 est complété par les mots «, suivant un clivage majorité-opposition. »;
- 2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les organes de gestion de la régie délibèrent uniquement si la majorité de leurs membres en fonction sont présents physiquement ou à distance, conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. Les procurations ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum de présence.

Chaque administrateur peut être porteur d'une seule procuration.

Cependant, si l'organe de gestion a été convoqué deux fois sans s'être trouvé en nombre compétent, il pourra, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. ».

Art. 52. A l'article L1232-12/1, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 14 février 2019, les mots « prend acte dans une délibération, des » sont remplacés par les mots « acte les ».

Art. 53. A l'article L1234-2, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 4 est complété par les mots «, suivant un clivage majorité-opposition »;
- 2° à l'alinéa 5, les mots «, suivant un clivage majorité-opposition, » sont insérés entre les mots « conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral » et le mot « et »;
- 3° à l'alinéa 8, la phrase « Elles sont publiées sur le site internet de la commune. » est abrogée.

Art. 54. A l'article L1313-1 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005 et complété par le décret-programme du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «, les modifications budgétaires » sont insérés entre les mots « Les budgets » et les mots « et les comptes »;
- 2° à l'alinéa 2, la modification suivante est apportée : les mots «, des modifications budgétaires » sont insérés entre les mots « des budgets » et les mots « et des comptes »;
- 3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :
« En outre, les budgets, les modifications budgétaires, les comptes ainsi qu'une synthèse des budgets, des modifications budgétaires et des comptes sont publiés par la commune sur son site internet dès leur approbation par l'autorité de tutelle. La synthèse est publiée selon un format standardisé défini par le Gouvernement. La durée de la publication ne peut être inférieure à six ans. ».

Art. 55. A l'article L1522-4, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, ajouté par le décret du 7 septembre 2017, la phrase « Elles sont publiées sur le site internet de la commune. » est abrogée.

Art. 56. Dans l'article L1522-5 du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le comité de gestion de l'association de projet délibère uniquement si la majorité de ses membres en fonction sont présents physiquement ou à distance, conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. Les procurations ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum de présence.

Chaque administrateur est porteur d'une seule procuration.

Cependant, si le comité de gestion a été convoqué deux fois sans s'être trouvé en nombre compétent, il pourra, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. »

Art. 57. A l'article L1523-10 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 juillet 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sauf cas d'urgence dûment motivée, la convocation à une réunion de l'un des organes de gestion se fait par voie électronique au moins sept jours francs avant celui de la réunion. Elle contient l'ordre du jour. La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par voie électronique est techniquement impossible. Tout point inscrit à l'ordre du jour qui donne lieu à une décision est, sauf urgence dûment motivée, accompagné d'un projet de délibération qui comprend un exposé des motifs et un projet de décision. »;

b) à l'alinéa 3, la phrase « Dans les cas d'urgence motivés visés à l'alinéa 1^{er}, il est mis à la disposition en même temps que l'ordre du jour. » est remplacée par ce qui suit : « Dans les cas d'urgence dûment motivés visés à l'alinéa 1^{er}, il est mis à la disposition le jour de la réunion de l'organe concerné, sauf circonstances exceptionnelles. Dans ce cas, il est mis à disposition lors la séance suivante. »;

- 2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les organes de gestion de l'intercommunale délibèrent uniquement si la majorité de leurs membres sont présents physiquement ou à distance, conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. Les procurations ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum de présence. Chaque administrateur est porteur d'une seule procuration.

Cependant, si l'organe de gestion a été convoqué deux fois sans s'être trouvé en nombre compétent, il pourra, après une nouvelle convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. ».

Art. 58. L'article L1523-12, § 1^{er}, alinéa 3, du même Code, abrogé par le décret du 29 mars 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« A défaut de la présence effective à la réunion de l'assemblée générale d'au moins un délégué de la commune, de la province ou du C.P.A.S. associés, l'intercommunale, pour autant que l'associé ait été représenté lors de l'assemblée générale précédente, tient compte des délibérations adoptées par les conseils de ceux-ci pour l'expression des votes et pour le calcul du quorum de vote. ».

Art. 59. A l'article L1523-13, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe § 1^{er}, l'alinéa 3 est complété par ce qui suit « Cette demande est adressée au conseil d'administration de l'intercommunale au moins quarante-cinq jours avant la date prévue de l'assemblée générale. A défaut d'être adressée dans ce délai, le point est ajouté à l'ordre du jour de l'assemblée générale suivante. L'intercommunale communique aux associés la date de toute assemblée générale visée à l'alinéa 1^{er} au moins soixante jours avant la tenue de celle-ci. »;
- 2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « par simple lettre » sont remplacés par les mots « par voie électronique. ».

Art. 60. A l'article L1523-15, § 3, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 14 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 3, la phrase « Elles sont publiées sur le site internet de la commune. » est abrogée;
- 2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les alinéas qui précèdent n'excluent pas que, conformément à la législation hospitalière, les représentants du corps médical ou académique, les représentants du conseil médical, le médecin-chef ou le directeur général, puissent siéger gratuitement en qualité d'invités permanents ou d'observateurs, avec voix consultative, au sein du conseil d'administration des intercommunales hospitalières. ».

Art. 61. A l'article L2212-9 du même Code, le paragraphe 6, inséré par le décret du 29 mars 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si un siège devient définitivement vacant pendant la durée du congé visé aux paragraphes 1^{er} à 5, le suppléant visé à l'alinéa précédent perd automatiquement son mandat et est appelé pour siéger définitivement. Dans cette hypothèse, le groupe politique peut solliciter le remplacement conformément aux deux alinéas précédents. ».

Art. 62. A l'article L2212-15, § 4, du même Code, les mots « ainsi qu'en cas de désignation du lauréat appelé à occuper une fonction de grade légal » sont insérés entre les mots « Sauf en matière disciplinaire » et les mots «, la séance ».

Art. 63. A l'article L2212-16, alinéa 4, du même Code, les mots « les présentations de candidats, » et « les mises en disponibilité, » sont abrogés.

Art. 64. A l'article L2212-22 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « Toutefois, les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par voie électronique. »;
 - b) à l'alinéa 6, le mot « communal » est remplacé par le mot « provincial »;
- 2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Un point qui ne figure pas à l'ordre du jour ne peut pas être mis en discussion en séance, sauf dans les cas d'urgence impérieuse motivée où le moindre retard pourrait porter préjudice.

L'urgence est déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms sont insérés dans le procès-verbal. ».

Art. 65. A l'article L2212-23, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « d'une part, par voie d'affichage officiel au lieu du siège du conseil provincial et à titre d'information dans les maisons communales, et, d'autre part, » sont abrogés.

Art. 66. L'article L2212-26 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2212-26. § 1^{er}. La présente disposition règle les élections et les présentations de candidats à des mandats ou des fonctions d'ordre politique.

§ 2. Lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou de fonctions à pourvoir, le conseil provincial acte l'élection ou la présentation de ces candidats. Cependant, les membres du conseil provincial votent une telle élection ou présentation à haute voix et par appel nominal à chaque fois qu'un tiers au moins des membres présents le demande.

§ 3. À chaque fois qu'il y a plusieurs candidats pour un mandat ou une fonction à pourvoir, le président est assisté des deux conseillers les moins âgés qui font fonction de scrutateurs. Pour chaque mandat ou fonction, il est procédé à un scrutin distinct.

Le président fait procéder à l'appel nominal et ensuite à un rappel des membres qui n'étaient pas présents. Celui-ci étant terminé, le président demande à l'assemblée s'il y a des membres présents qui n'ont pas voté ; ceux qui se présentent immédiatement sont admis à voter. Ces opérations achevées, le scrutin est déclaré clos.

Le nombre des bulletins est vérifié avant le dépouillement. S'il est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention dans le procès-verbal. S'il résulte du dépouillement que cette différence rend douteuse la majorité qu'un candidat a obtenue, le président fait procéder à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Lors du dépouillement, un des scrutateurs prend successivement chaque bulletin, le déplie, le remet au président qui en donne lecture à haute voix, et le passe au deuxième scrutateur. Le résultat de chaque scrutin est immédiatement proclamé.

Les bulletins nuls n'entrent pas en compte pour déterminer la majorité.

Les bulletins qui contiennent plus d'un nom sont valides, mais seul le premier nom entre en ligne de compte.

Si un candidat n'obtient pas la majorité absolue des voix au premier scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité de voix, le candidat le plus âgé l'emporte.

Après le dépouillement, les bulletins qui n'ont pas donné lieu à contestation sont détruits en présence de l'assemblée.

§ 4. Dans les hypothèses visées aux paragraphes 2 et 3, les membres du conseil provincial votent à bulletin secret à chaque fois qu'un conseiller le demande. ».

Art. 67. A l'article L2212-32, § 6, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 31 janvier 2013, les mots «, pour prise d'acte » sont abrogés.

Art. 68. A l'article L2212-39, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 7 septembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 5, les mots « l'article L2212-44 » sont remplacés par les mots « tous les autres articles qui recourent à la notion de groupe politique »;
- 2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'exclusion ou la démission du groupe ne modifie pas le résultat de la répartition des mandats fixée à la suite des élections, entre les groupes politiques. ».

Art. 69. A l'article L2212-42, § 4, du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « accepte dans une décision motivée » sont remplacés par le mot « acte »;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :
« La démission prend effet à la date où le conseil l'acte. Lorsque la démission est actée par le conseil provincial, elle ne peut plus être retirée. ».

Art. 70. A l'article L2212-47, § 1^{er}, du même Code, ajouté par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « couvrant la durée de son mandat et » sont abrogés;
- 2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :
« La déclaration de politique provinciale est valable pour toute la durée de la mandature sauf en cas d'adoption d'un nouveau pacte de majorité et de renouvellement complet du conseil provincial. ».

Art. 71. A l'article L2212-48, du même Code, la modification suivante est apportée : un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Le collège provincial est chargé de décider de porter la candidature de la province aux appels à projet, d'assurer le respect des conditions de recevabilité et d'éligibilité et d'en faire le suivi. La candidature est communiquée, pour prise d'acte, au conseil provincial lors de sa plus prochaine séance. ».

Art. 72. A l'article L2212-56, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 5, les mots « l'article L2212-58 » sont remplacés par les mots « les articles L2212-58 et L2212-65 »;
- 2° à l'alinéa 6, les mots « et au Gouvernement » sont abrogés.

Art. 73. A l'article L2212-62, alinéa 4, 1°, du même Code, ajouté par le décret du 19 juillet 2018, le mot « soutient » est remplacé par le mot « conseille ».

Art. 74. A l'article L2212-65 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1) au 8°, les mots « 22 000 euros hors T.V.A. » sont remplacés par les mots « 30 000 euros hors T.V.A., à l'exception du projet de budget ou de modifications budgétaires »;
 - 2) il est complété par les 9° et 10° rédigés comme suit :
« 9° de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil provincial, ou le cas échéant du collège provincial, portant sur les donations ou les legs à la province, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles;
10° de remettre, en toute indépendance et d'initiative, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil provincial ou du collège provincial ayant une incidence financière ou budgétaire égale ou inférieure à 30 000 euros hors T.V.A., dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier qui contient le projet et ses annexes explicatives éventuelles. »;
 - b) à l'alinéa 2, les mots « ci-dessus » et les mots « au 8° » sont chaque fois remplacés par les mots « aux 8° à 10° »;
 - c) à l'alinéa 3, les mots « , il est passé outre l'avis. » sont remplacés par les mots « d'avis dans le délai requis, la procédure peut néanmoins se poursuivre. »;
 - d) il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :
« Le Gouvernement est habilité à modifier, si les circonstances le justifient, le montant visé au 8° à 10°. »;
- 2° il est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :
« § 6. Pour l'accomplissement de la mission visée au paragraphe 2, 8° à 10°, le collège provincial garantit au directeur financier un accès complet à tous les éléments des dossiers soumis au collège provincial et au conseil provincial.

§ 7. Aux fins de bonne exécution du présent article, toute décision qui a une incidence financière est transmise au directeur financier. ».

Art. 75. A l'article L2212-74, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées : les 3° et 4° sont abrogés.

Art. 76. L'article L2213-1 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2213-1. § 1^{er}. La correspondance et les actes de la province sont signés par le président du collège provincial et contresignés par le directeur général.

La signature et la contresignature visées à l'alinéa 1^{er} se font soit par une signature manuscrite soit par une signature électronique.

La signature électronique visée à l'alinéa 2 se fait par une signature électronique, une signature électronique avancée ou une signature électronique qualifiée, visée respectivement aux articles 3.10, 3.11 et 3.12 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Le Gouvernement peut apporter des précisions quant à la procédure électronique.

§ 2. Le président du collège peut déléguer par écrit la signature de certains documents à un ou plusieurs membres du collège provincial. Il peut révoquer cette délégation à tout moment.

La mention de la délégation précède la signature, le nom et la qualité du député provincial titulaire de la délégation.

§ 3. Le collège provincial peut autoriser le directeur général à déléguer le contreseing de certains documents à un ou plusieurs fonctionnaires de la province.

Cette délégation est faite par écrit; le conseil provincial en est informé au cours de sa plus prochaine séance.

La mention de la délégation précède la signature, le nom et la qualité du fonctionnaire délégué sur tous les documents qu'il signe.

§ 4. Le président du collège peut déléguer la signature des actes authentiques à un collaborateur d'une étude notariale.

§ 5. Le collège provincial peut autoriser le directeur général et le directeur financier à déléguer le contreseing ou la signature des actes authentiques à un collaborateur d'une étude notariale.

§ 6. Les délégations de signature visées aux paragraphes 4 et 5 se font par procuration authentique et sont limitées aux opérations mentionnées dans la procuration dont la réception de l'acte authentique devant notaires intervient par voie de vidéoconférence. ».

Art. 77. L'article L2222-1 du même Code, modifié par le décret du 10 octobre . 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-1. § 1^{er}. Le conseil provincial accepte les donations faites par acte authentique et les legs au profit de la province.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège provincial.

La délégation est limitée, au maximum, aux donations et legs sans charge ou condition et d'un montant, le cas échéant estimé, inférieur à 150 000 euros.

§ 3. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter le montant visé au paragraphe 2. ».

Art. 78. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-1bis rédigé comme suit :

« Art. L2222-1bis. Le président du collège provincial accepte les donations sans charge ou condition portant sur des biens meubles corporels.

Le président du collège provincial peut déléguer sa compétence visée à l'alinéa 1^{er} à un fonctionnaire à l'exclusion du directeur financier. ».

Art. 79. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-1ter rédigé comme suit :

« Art. L2222-1ter. Sauf disposition légale spécifique, le conseil provincial fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à des opérations immobilières et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège provincial.

La délégation est limitée, au maximum, aux opérations immobilières d'un montant estimé, conformément à l'article L3512-2, inférieur à 150 000 euros.

La valeur de l'opération immobilière correspond à la valeur vénale estimée du bien ou au montant estimé de l'opération multiplié, le cas échéant, par la durée du contrat. Lorsque le contrat peut être reconduit ou que la durée du contrat peut être prolongée et que la durée totale du contrat, reconductions ou prolongations comprises, peut être supérieure à dix ans, la valeur de l'opération correspond à l'estimation de la valeur annuelle du contrat multipliée par dix sans que cette somme puisse être inférieure au montant estimé pour la durée minimum initiale du contrat.

§ 3. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 2.

§ 5. Les voiries provinciales sont transférées dans le domaine public routier régional.

Les conseils et les collèges provinciaux ne peuvent pas, en vertu de l'intérêt provincial, prendre de délibérations qui ont pour objet l'aménagement, l'entretien et la gestion des voiries publiques. ».

Art. 80. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-1quater rédigé comme suit :

« Art. L2222-1quater. Sauf disposition légale spécifique, le collège provincial engage la procédure, attribue le contrat relatif à l'opération immobilière et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas où la négociation est permise avec les candidats, le collège provincial approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par les documents et, le cas échéant, la réglementation applicable à l'opération immobilière en cause.

Le collège provincial peut apporter au contrat toute modification non substantielle en cours d'exécution. ».

Art. 81. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-1quinquies rédigé comme suit :

« Art. L2222-1quinquies. § 1^{er} Sauf disposition légale spécifique, le conseil provincial fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent à la province et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège provincial.

La délégation est limitée, au maximum, aux opérations d'un montant estimé, conformément à l'article L3513-2, inférieur à 150 000 euros.

La valeur de l'opération correspond à la valeur vénale estimée du bien ou au montant estimé de l'opération multiplié, le cas échéant, par la durée du contrat. Lorsque le contrat peut être reconduit ou que la durée du contrat peut être prolongée et que la durée totale du contrat, reconductions ou prolongations comprises, peut être supérieure à dix ans, la valeur de l'opération correspond à l'estimation de la valeur annuelle du contrat multipliée par dix sans que cette somme puisse être inférieure au montant estimé pour la durée minimum initiale du contrat.

§ 3. Toute délégation octroyée par le conseil provincial prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil provincial de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 2. ».

Art. 82. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-1*sexies* rédigé comme suit :

« Art. L2222-1*sexies*. Sauf disposition légale spécifique, le collège provincial engage la procédure, attribue le contrat relatif à la vente ou la mise à disposition de biens meubles corporels et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas où la négociation est permise avec les candidats, le collège provincial approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par les documents et, le cas échéant, la réglementation applicable à l'opération.

Le collège provincial peut apporter au contrat toute modification non substantielle en cours d'exécution. ».

Art. 83. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-1*septies* rédigé comme suit :

« Art. L2222-1*septies*. Les articles L2222-1*ter* à L2222-1*sexies* ne s'appliquent pas aux opérations portant à la fois sur l'attribution de contrats relatifs à des opérations immobilières ou à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent à la province et sur l'application d'un règlement-redevance. ».

Art. 84. A l'article L2222-2, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 6 octobre 2022, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 85. A l'article L2222-2*quater*, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 86. A l'article L2222-2*quinquies*, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 87. A l'article L2222-2*sexies*, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 88. A l'article L2223-5, § 2, alinéa 4, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 juillet 2021, les mots «, suivant un clivage majorité-opposition. » sont insérés entre les mots « conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral » et les mots « Chaque groupe politique ».

Art. 89. A l'article L2223-13, § 2, alinéas 2 à 4, du même Code, le mot « plan » est chaque fois remplacé par le mot « contrat ».

Art. 90. Dans l'article L2223-14, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 4 est complété par les mots «, suivant un clivage majorité-opposition. »;
- 2° à l'alinéa 5, les mots «, suivant un clivage majorité-opposition, » sont insérés entre les mots « conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral » et le mot « et ».

Art. 91. A l'article L2231-1 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, les alinéas 2 à 4 sont abrogés.

Art. 92. L'article L2231-9, § 2, alinéa 3, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, est complété par la phrase suivante : « Ils sont publiés par la province dès leur approbation par l'autorité de tutelle sur son site internet ».

Art. 93. A l'article L3117-1 du même Code, les mots « 31 mars » sont remplacés par les mots « 30 juin ».

Art. 94. L'article L3221-3, § 2, du même Code, ajouté par le décret du 26 avril 2012, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Si un groupe politique a accès, pour publication, à la page officielle de la commune ou de la province sur les réseaux sociaux, chaque groupe politique démocratique y a également accès dans la même proportion.

Cet accès est déterminé selon des modalités et des conditions fixées dans le règlement d'ordre intérieur du conseil communal ou provincial. ».

Art. 95. A l'article L3331-1, § 3, alinéas 1^{er} et 2, du même Code, modifiés par le décret du 31 janvier 2013, le mot « 2 500 » est chaque fois remplacé par le mot « 3 500 ».

Art. 96. Dans la Partie III du même Code, il est inséré un Livre V intitulé « Opérations patrimoniales ».

Art. 97. Dans le Livre V, inséré par l'article 97, il est inséré un Titre I^{er} intitulé « Procédure d'attribution des contrats relatifs à des opérations immobilières et opérations mobilières ».

Art. 98. Dans le Titre I^{er}, inséré par l'article 98, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé « Champ d'application et définitions ».

Art. 99. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l'article 99, il est inséré un article L3511-1 rédigé comme suit :

« Art. L3511-1. § 1^{er}. Au sens du présent Livre, l'on entend par :

- 1° le pouvoir local : un des pouvoirs locaux visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, à l'exception des zones de police unicommunales et pluricomunales et des zones de secours;
- 2° l'opération immobilière : la vente, l'échange, le droit d'emphytéose, le droit de superficie, le louage, le droit de chasse, le droit de pêche, la concession domaniale ou l'occupation précaire portant sur un bien immeuble qui appartient au pouvoir local;
- 3° l'opération mobilière : l'opération relative à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent au pouvoir local.

§ 2. Sont exclues du champ d'application du présent Livre, les opérations portant à la fois sur l'attribution de contrats relatifs à des opérations immobilières ou à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent à la commune et sur l'attribution de marché public ou de concessions de services ou de travaux, sur l'octroi de toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, octroyée à des fins d'intérêt public ou sur l'application d'un règlement-redevance. ».

Art. 100. Dans le Titre 1^{er}, inséré par l'article 98, il est inséré un chapitre 2 intitulé « Principes applicables à l'attribution des contrats relatifs à des opérations immobilières ».

Art. 101. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 101, il est inséré un article L3512-1 rédigé comme suit :

« Art. L3512-1. Dans le cadre de la passation des contrats relatifs à des opérations immobilières, les pouvoirs locaux agissent de manière transparente.

A cet effet, les pouvoirs locaux sont tenus, sauf motivation adéquate ou disposition légale spécifique, de procéder à des mesures de publicité appropriées au cas d'espèce.

Un pouvoir local qui conclut avec un ou plusieurs pouvoirs publics un contrat relatif à une opération immobilière n'est pas tenu de recourir systématiquement à une mise en concurrence si le projet envisagé poursuit un but d'intérêt général et est attribué, sauf exception dûment motivée ou disposition légale spécifique, au prix estimé conformément à l'article L3512-2.

Les comités d'acquisition d'immeubles, chargés par les pouvoirs locaux des opérations immobilières, ne doivent pas justifier envers les tiers d'un mandat spécial pour agir en tant que représentant du pouvoir local.

Au sein de ces comités, les agents habilités à authentifier les conventions représentent de plein droit, lors de la signature des actes, les pouvoirs locaux pour les missions qui leur sont conférées. ».

Art. 102. Dans le même chapitre, il est inséré un article L3512-2 rédigé comme suit :

« Art. L3512-2. Pour chaque opération immobilière, les pouvoirs locaux disposent, sauf motivation adéquate ou disposition légale spécifique, d'une estimation récente de la valeur de l'immeuble ou du droit consenti sur celui-ci.

Cette estimation est sollicitée, sauf exception dûment motivée, auprès d'un expert indépendant, un commissaire d'un comité d'acquisition, un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le conseil fédéral des géomètres-experts, un expert immobilier inscrit au tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier ou un architecte inscrit à l'ordre des architectes. ».

Art. 103. Dans le Titre 1^{er}, inséré par l'article 98, il est inséré un chapitre 3 intitulé « Principes applicables à l'attribution des contrats relatifs à des opérations mobilières ».

Art. 104. Dans le chapitre 3, inséré par l'article 104, il est inséré un article L3513-1 rédigé comme suit :

« Art. L3513-1. Dans le cadre de la passation des contrats relatifs à des opérations mobilières, les pouvoirs locaux agissent de manière transparente.

A cet effet, les pouvoirs locaux sont tenus, sauf motivation adéquate ou disposition légale spécifique, de procéder à des mesures de publicité appropriées au cas d'espèce. ».

Art. 105. Dans le même chapitre, il est inséré un article L3513-2 rédigé comme suit :

« Art. L3513-2. Pour chaque opération mobilière, les pouvoirs locaux disposent, sauf motivation adéquate ou disposition légale spécifique, d'une estimation récente de la valeur du bien meuble corporel ou du droit consenti sur celui-ci.

Cette estimation est sollicitée, sauf exception dûment motivée, auprès d'un expert indépendant. ».

Art. 106. Dans l'article L6411-1 du même Code, inséré par le décret du 29 mars 2018, la modification suivante est apportée : au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de fait » sont abrogés.

Art. 107. A l'article L6431-1, § 2, du même Code, inséré par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « rédige » est remplacé par les mots « peut rédiger »;

2° l'alinéa 4 est complété par les mots « et fait obligatoirement rapport à propos de toute décision ou tout acte de la structure qui ne permet pas d'assurer que l'intérêt général, provincial ou communal, la légalité et les objectifs de la structure soient respectés. Le conseiller ou un seul des conseillers lorsque plusieurs conseillers sont désignés au sein de la structure communale, dans les meilleurs délais, son rapport au conseil communal; assorti le cas échéant de ses commentaires »;

3° à l'alinéa 6, le mot « produit » est remplacé par les mots « peut produire ».

Art. 108. Dans l'article L6431-2, § 2, le 1° du même Code, ajouté par le décret du 29 mars 2018, est complété par les mots « et, le cas échéant, l'appareusement ou le regroupement issu de la déclaration individuelle actée en séance du conseil communal ».

Art. 109. Dans l'article L6511-3, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, la modification suivante est apportée : après les mots « du bureau exécutif de l'intercommunale, du comité de rémunération de l'intercommunale, d'un organe restreint de gestion de l'intercommunale, du comité d'audit de l'intercommunale » sont ajoutés les mots « et du conseil d'administration de l'intercommunale pour autant que ce dernier se réunisse plus de dix fois par an ».

Art. 110. Les délibérations et actes pris postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas soumis aux articles L3511-1 à L3513-2 du même Code et restent soumis aux dispositions qui étaient en vigueur en la matière au jour de leur adoption si une délibération de principe régissant la passation du contrat a été adoptée préalablement à l'entrée en vigueur du présent décret. La délibération de principe est celle qui fixe les conditions et les modalités de la procédure de passation du contrat et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

Art. 111. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 mars 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1632 (2023-2024) N°s 1 à 8

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 mars 2024

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/005427]

28 MAART 2024. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, met het oog op de vereenvoudiging van de werking en de organisatie van de gemeentelijke en provincieorganen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel L1122-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de woorden en zinnen "in een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt door de directeur-generaal aan de betrokkene medegedeeld. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden." opgeheven.

Art. 2. Artikel L1122-6, § 6, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt:

"Indien een zetel permanent vacant wordt tijdens de in de paragrafen 1 tot en met 5 bedoelde verlofperiode, verliest de in lid 2 bedoelde plaatsvervanger automatisch zijn mandaat en wordt hij opgeroepen om permanent zitting te nemen. In dat geval kan de politieke fractie om vervanging verzoeken overeenkomstig de leden 1 en 2."

Art. 3. In artikel L1122-9 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° in lid 1 worden de woorden "aan de raad die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt." vervangen door de woorden "aan de raad die er bij de eerste vergadering na deze kennisgeving akte van neemt"; 2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

"Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad er akte van neemt. Als de gemeenteraad akte neemt van het ontslag, kan het niet meer worden ingetrokken."

Art. 4. In artikel L1122-11 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden in lid 2 de woorden "Naast de verplichting bedoeld in artikel 26bis, § 5, tweede lid, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn," opgeheven.

Art. 5. Artikel L1122-13, § 1, eerste lid 1, wordt aangevuld met de volgende zin: "Stukken die betrekking hebben op agendapunten kunnen echter elektronisch worden verzonden."

Art. 6. In artikel L1122-14 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 4, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1) de woorden „, de antwoorden en de replieken” worden ingevoegd tussen de woorden “De interpellaties” en de woorden “worden overschreven”;
- 2) de zin “Het wordt bekendgemaakt op de website van de gemeente.” wordt opgeheven
- 3) hij wordt aangevuld met de volgende zin: “Het huishoudelijk reglement bepaalt of de uitwisselingen volledig worden overschreven.”;

b) hij wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De notulen van de openbare zitting van de gemeenteraad worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.”;

2° paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel L1122-19 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het leesteken “;” wordt vervangen door de woorden “, met uitzondering van de rekeningen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.”;

2° hij wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

Voorgaande bepalingen gelden voor de directeurs-generaal.”.

Art. 8. In artikel L1122-22, lid 1^{er}, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “alsmede in geval van aanwijzing van de laureaat in een functie van wettelijke graad” ingevoegd tussen de woorden “Behalve in tuchtrechtelijke aangelegenheden” en de woorden “, mag de vergadering”.

Art. 9. In artikel L1122-24 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2013, wordt lid 1 vervangen door wat volgt:

“Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende met redenen omklede gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren”.

Art. 10. In artikel L1122-27, lid 4, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “voordrachten van kandidaten,” en het woord “indisponibiliteitsstellingen,” opgeheven.

Art. 11. In artikel L1122-28, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt de zin “Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.” vervangen door de zin “Voor elke benoeming van kandidaten in functies en voor elke contractuele aanstelling wordt, als de vereiste meerderheid niet wordt behaald in de eerste stemmingronde, een tweede stemronde gehouden tussen de kandidaten die het hoogste aantal stemmen hebben behaald.”

Art. 12. In artikel L1122-32 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 3 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 4 worden de woorden “van die reglementen” vervangen door de woorden “van reglementen houdende politionele maatregelen die een politionele sanctie of een administratieve sanctie inhouden”;

3° lid 5 wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel L1122-34 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 oktober 2017, worden de paragrafen 2/1, 2/2 et 2/3 ingevoegd, luidend als volgt:

§ 2/1. In het in paragraaf 2 bedoelde geval, waarin er evenveel kandidaten zijn als er mandaten of functies te vervullen zijn, wijst de gemeenteraad deze kandidaten aan. De leden van de Gemeenteraad stemmen echter mondeling of op gelijkwaardige wijze over een dergelijke benoeming wanneer een derde van de aanwezige leden daarom verzoekt.

§ 2/2. In de in paragraaf 2 bedoelde omstandigheden stemmen de leden van de gemeenteraad, wanneer er meer dan één kandidaat is voor een mandaat of een functie dat vervuld moet worden, over deze benoemingen door middel van een mondelinge stemming of een gelijkwaardige methode. Voor elk ambt of functie wordt een aparte stemming gehouden.

Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen. De definitieve benoeming vindt plaats na afloop van de stage. Bij gelijk stemmenaantal is de oudste gekozen.

§ 2/3. In de gevallen bedoeld in de paragrafen 2/1 en 2/2 stemmen de leden van de gemeenteraad op verzoek van een raadslid bij geheime stemming.”.

Art. 14. In artikel L1122-37, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, toegevoegd bij het decreet van 31 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) 3° wordt opgeheven;

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“In geval van nood of wegens dwingende en onvoorziene omstandigheden kan het gemeentecollege op eigen initiatief de bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen met betrekking tot het verlenen van subsidies. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering.”.

Art. 15. In artikel L1123-1, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 7 september 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in lid 7 worden de woorden "artikel L1123-14" vervangen door de woorden "alle andere artikelen waarin het begrip politieke fractie wordt gebruikt";
- 2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:
"De uitsluiting of het aftreden van de fractie verandert niets aan het resultaat van de verdeling van de mandaten, die na de verkiezingen is vastgesteld, tussen de politieke fracties. "

Art. 16. In artikel L1123-2, § 1^{er}, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, worden de woorden ", met uitzondering van de burgemeester," ingevoegd tussen de woorden "de definitieve vervangen van een lid van het college" en de woorden " of in de aanwijzing van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn".

Art. 17. In artikel L1123-7 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in lid 1 worden de woorden "aan de raad die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt." vervangen door de woorden "aan de raad die er bij de eerste vergadering na deze kennisgeving akte van neemt"; 2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:
"Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad er akte van neemt. Als de gemeenteraad akte neemt van het ontslag, kan het niet meer worden ingetrokken. "

Art. 18. In artikel L1123-8, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt lid 4 opgeheven.

Art. 19. In artikel L1123-9 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° 1° in het vierde streepje wordt het woord "19.999" vervangen door het woord "29.999";
- 2° het vijfde streepje wordt opgeheven.
- 3° in het vroegere zesde streepje, nu het vijfde, is het woord "zeven" vervangen door het woord "zes";
- 4° in het vroegere zevende streepje, nu het zesde, is het woord "acht" vervangen door het woord "zeven";
- 5° in het vroegere achtste streepje, nu het zevende, is het woord "negen" vervangen door het woord "acht";
- 6° in het vroegere negende streepje, nu het achtste, is het woord "tien" vervangen door het woord "negen".

Art. 20. In artikel L1123-11 van het Waalse Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° 1° in lid 1 worden de woorden "aan de raad die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt." vervangen door de woorden "aan de raad die er bij de eerste vergadering na deze kennisgeving akte van neemt";
- 2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:
"Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad er akte van neemt. Als de gemeenteraad akte neemt van het ontslag, kan het niet meer worden ingetrokken. "

Art. 21. In artikel L1123-15 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 3, zoals gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

"De voorzitter van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn ontvangt geen presentiegeld voor het bijwonen van gemeenteraadsvergaderingen. "

Art. 22. In artikel L1123-20, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "in functie zijnde" ingevoegd tussen de woorden "de helft van zijn" en de woorden "leden fysiek op of afstand aanwezig zijn".

Art. 23. In artikel L1123-21 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt:

De oproeping voor de buitengewone vergaderingen geschiedt langs elektronische wegschriftelijk en aan huis, ten minste twee volle dagen voor de dag van de vergadering. De oproeping kan schriftelijk en aan huis worden verzonden indien het lid van het college daarom schriftelijk heeft verzocht of indien elektronische verzending technisch onmogelijk is. "

Art. 24. Artikel L1123-23 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt:

"12° het beslissen of de gemeente een kandidatuur indient voor oproepen tot het indienen van projecten, erop toezien dat de ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden worden nageleefd en de naleving ervan controleren. De gemeenteraad wordt tijdens de volgende vergadering op de hoogte gesteld van de kandidatuur om er akte van te nemen. "

Art. 25. In artikel L1123-27 van het Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in paragraaf 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt : "De verklaring van gemeentelijk beleid is geldig voor de volledige ambtstermijn, behalve in het geval van het aannemen van een nieuw meerderheidspact en de volledige vernieuwing van de gemeenteraad. ";
- 2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a) in het eerste lid wordt het woord "zes" vervangen door het woord "negen";
 - b) lid 2 wordt aangevuld met wat volgt: "Wanneer de gemeente besluit om synergieën te ontwikkelen, zoals gedefinieerd in artikel L1512-1/1, neemt zij deze op in het overkoepelend strategisch programma. ";
 - c) lid 4 wordt aangevuld met wat volgt: "Deze evaluatie omvat een beoordeling van de synergieën tussen de gemeente en het O.C.M.W. zoals bedoeld in het tweede lid. ";
 - d) 2° lid 8 wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel L1124-40 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:
 - a) in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - 1) in 3°, worden de woorden "€ 22.000 excl. btw." vervangen door de woorden "30 000 euro exclusief btw, met uitzondering van de ontwerpbegroting of begrotingswijzigingen";
 - 2) er wordt een 3° bis ingevoegd, luidend als volgt:
 - 3° bis binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier met het ontwerp en de eventuele toelichtende bijlagen, in volledige onafhankelijkheid een voorafgaand schriftelijk gemotiveerd advies uit te brengen over elk ontwerpbesluit van de gemeenteraad of, in voorkomend geval, van het gemeentecollege met betrekking tot de aanvaarding van schenkingen of legaten aan de gemeente;
 - 3) in 4°, worden de woorden "€ 22.000 excl. btw." vervangen door de woorden "30 000 euro excl. btw. ";
 - b) in lid 2 worden de woorden "3° en 4°" telkens vervangen door de woorden "3° tot 4°";
 - c) in lid 3 wordt de zin "Zo niet wordt het advies genegeerd." vervangen door de zin "Indien binnen de vereiste termijn geen advies is uitgebracht, kan de procedure niettemin worden voortgezet. ";
 - d) hij wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Regering is bevoegd om de bedragen bedoeld in 3° tot 4° te wijzigen indien de omstandigheden dit rechtvaardigen. "
- 2° het wordt aangevuld met de §§ 5 en 6, luidend als volgt :
- "§ 5. Met het oog op de uitvoering van de opdrachten, vermeld in het eerste lid, 3° tot 4°, zorgt het gemeentecollege ervoor dat de financieel directeur volledige toegang heeft tot alle elementen van de dossiers die aan het gemeentecollege en de gemeenteraad worden voorgelegd.
- § 6. Met het oog op de correcte uitvoering van dit artikel wordt elk beslissing met financiële gevolgen toegezonden aan de financieel directeur. "

Art. 27. In artikel L1124-50 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in lid 2 worden de woorden "artikel L1124-4" vervangen door de woorden "de artikelen L1124-4 en L1124-40";
- 4° in lid 4 worden de woorden "en aan de Regering" geschrapt.

Art. 28. In artikel L1125-1, § 1, eerste lid, 3°, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt de woorden "de directeurs-generaal" vervangen door de woorden "de provinciale directeurs-generaal".

Art. 29. In artikel L1126-1 van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 2, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Als het gemeenteraadslid dat het ambt van burgemeester bekleedt, tijdens de legislatuur definitief ophoudt dat ambt te bekleden, legt zijn opvolger de ambtseed af ten overstaan van de voorzitter van de gemeenteraad. "

Art. 30. Artikel L1132- van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. L1132-3. § 1. De reglementen en verordeningen van de gemeenteraad en van het gemeentecollege, de bekendmakingen, de handelingen en de briefwisseling van de gemeente worden door de burgemeester ondertekend en door de directeur-generaal medeondertekend.

De in lid 1 bedoelde handtekening en medeondertekening geschieden door middel van een handgeschreven handtekening of een elektronische handtekening.

De elektronische handtekening, bedoeld in het tweede lid, geschiedt door middel van een elektronische handtekening, een geavanceerde elektronische handtekening of een gekwalificeerde elektronische handtekening, bedoeld in respectievelijk de artikelen 3.10, 3.11 en 3.12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG;

§ 2. De Regering kan meer details geven over de elektronische procedure. "

Art. 31. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1132-6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1132-6. In afwijking van artikel L1132-3 worden de handelingen en briefwisseling van de gemeente die onder de specifieke wettelijke bevoegdheden van de financieel directeur vallen, door hem ondertekend.

De in lid 1 bedoelde handtekening geschiedt door middel van een handgeschreven handtekening of een elektronische handtekening.

De elektronische handtekening, bedoeld in het tweede lid, geschiedt door middel van een elektronische handtekening, een geavanceerde elektronische handtekening of een gekwalificeerde elektronische handtekening, bedoeld in respectievelijk de artikelen 3.10, 3.11 en 3.12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG; "

Art. 32. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1132-7 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1132-7. Het gemeentecollege kan de financieel directeur machtigen de ondertekening van bepaalde stukken op te dragen aan een of meer ambtenaren van de gemeente.

Deze opdracht geschiedt schriftelijk; de gemeenteraad wordt daarvan op de hoogte gebracht tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

De ambtenaar aan wie de opdracht is gegeven, moet boven zijn handtekening, naam en functie melding maken van die opdracht, op alle stukken die hij ondertekent. "

Art. 33. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1132-8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L1132-8. § 1. De burgemeester kan het ondertekenen van authentieke akten delegeren aan een medewerker van een notaris-kantoor.

§ 2. Het college kan de algemeen directeur en de financieel directeur machtigen om de medeondertekening of ondertekening van authentieke akten te delegeren aan een medewerker van een notarisbureau.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde delegaties van de handtekening geschieden bij authentieke volmacht en zijn beperkt tot de in de volmacht vermelde handelingen waarvoor de authentieke akte per videoconferentie voor een notaris wordt ontvangen. ”.

Art. 34. Artikel L1133-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt:

”Art. L1133-1. De reglementen en verordeningen van de gemeenteraad, het gemeentecollege en de Burgemeester worden vrij toegankelijk gemaakt op de website van de gemeente, in hun geheel, permanent en gratis, voor de volledige geldigheidsduur van deze reglementen en verordeningen, in een formaat dat niet kan worden gewijzigd en onder voorwaarden die hun bewaring verzekeren, hun integriteit garanderen, het mogelijk maken om ze te downloaden en het bewijs leveren van het tijdstip van bekendmaking. Indien van toepassing worden de beslissing van de voogdij-overheid en de datum ervan vermeld.

De Regering kan aanvullende wijzen van bekendmaking bepalen overeenkomstig de voorwaarden, bedoeld in het eerste lid.

Ter informatie van het publiek wordt op een permanent zichtbare affiche en op de website van de gemeente het adres vermeld waar de reglementen en verordeningen overeenkomstig lid 1 ter beschikking worden gesteld, en de plaats of plaatsen waar zij door het publiek kunnen worden geraadpleegd tijdens de openingsuren van het gemeentebestuur. ”.

Art. 35. Artikel L1133-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

”Art. L1133-2. De in artikel L1133-1 bedoelde reglementen en verordeningen kunnen worden ingeroepen zodra zij zijn bekendgemaakt overeenkomstig de voorwaarden en procedures die zijn vastgesteld bij en krachtens de leden 1 en 2 van hetzelfde artikel.

Zij worden bindend op de vijfde dag volgend op de dag van deze bekendmaking, tenzij zij anders bepalen. ”.

Art. 36. Artikel L1133-3. van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 37. In artikel L1211-3, § 2, derde lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt het woord “ondersteunt” vervangen door het woord “adviseert”.

Art. 38. Artikel L1221-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

”Art. L1221-1. § 1. De Gemeenteraad aanvaardt schenkingen bij authentieke akte en legaten ten gunste van de gemeente.

De prijs van een begraafplaats wordt niet beschouwd als een gift.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het gemeentecollege.

De delegatie is hoogstens beperkt tot schenkingen en legaten zonder last of voorwaarde en voor een bedrag, indien van toepassing geschat, van minder dan :

1° 30.000 euro in gemeenten met minder dan 15.000 inwoners;

2° 60.000 euro in gemeenten met een inwonersaantal tussen vijftienduizend en negenenvertigduizend negenhonderdneenennegentig;

3° 120 000 euro in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

§ 3. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 4. De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het moment van goedkeuring van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd het recht om de verleende overdrachten te wijzigen, hebben schommelingen in het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht als deze eenmaal is vastgesteld.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen. ”.

Art. 39. Artikel L1221-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

”Art. L1221-2. De burgemeester aanvaardt schenkingen van roerende lichamelijke goederen zonder kosten of voorwaarden.

De burgemeester kan de in lid 1 bedoelde bevoegdheden delegeren aan een ambtenaar, met uitzondering van de financieel directeur. ”.

Art. 40. Artikel L1222-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

”Art. L1222-1. § 1. Tenzij specifiek anders bepaald door de wet, bepaalt de gemeenteraad de voorwaarden van de gunningsprocedure voor contracten met betrekking tot vastgoedtransacties en stelt de contractuele voorwaarden vast die van toepassing zijn op de transactie.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het gemeentecollege.

In overeenstemming met artikel L3512-2 is de overdracht beperkt tot vastgoedtransacties met een geschatte waarde van minder dan :

1° 30.000 euro in gemeenten met minder dan 15.000 inwoners;

2° 60.000 euro in gemeenten met een inwonersaantal tussen vijftienduizend en negenenvertigduizend negenhonderdneenennegentig;

3° 120 000 euro in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

De waarde van de vastgoedtransactie komt overeen met de geschatte marktwaarde van het vastgoed of het geschatte bedrag van de transactie vermenigvuldigd, indien van toepassing, met de looptijd van het contract. Wanneer de opdracht kan worden verlengd en de totale looptijd van de opdracht, met inbegrip van de verlengingen of vernieuwingen, meer dan tien jaar kan bedragen, komt de waarde van de transactie overeen met de geraamde jaarlijkse waarde van de opdracht vermenigvuldigd met tien, zonder dat dit bedrag lager mag zijn dan het geraamde bedrag voor de aanvankelijke minimumlooptijd van de opdracht.

§ 3. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 4. De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het moment van goedkeuring van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd het recht om de verleende overdrachten te wijzigen, hebben schommelingen in het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht als deze eenmaal is vastgesteld.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen. ”.

Art. 41. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-1-*bis*, ingevoegd, luidend als volgt, :

”Art. L1222-1 *bis*. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, start het gemeentecollege de procedure, gunt ze het contract voor de vastgoedtransactie en houdt ze toezicht op de uitvoering ervan.

In gevallen waarin onderhandelen met de kandidaten is toegestaan, keurt het gemeentecollege het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de documenten en, indien van toepassing, de reglementering die van toepassing is op de vastgoedtransactie.

Het gemeentecollege mag tijdens de looptijd van het contract niet-substantiële wijzigingen aanbrengen. ”.

Art. 42. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-1*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L1222-1*ter*. § 1. Tenzij de wet uitdrukkelijk anders bepaalt, stelt de gemeenteraad de voorwaarden vast van de gunningsprocedure voor opdrachten betreffende de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen die toebehoren aan de gemeente en stelt hij de contractuele voorwaarden vast die de exploitatie regelen.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het gemeentecollege.

In overeenstemming met artikel L3513-2 is de overdracht beperkt tot transacties met een geschatte waarde van minder dan :

- 1° 30.000 euro in gemeenten met minder dan 15.000 inwoners;
- 2° 60.000 euro in gemeenten met een inwonersaantal tussen vijftienduizend en negenenvertigduizend negenhonderdneenennegentig;
- 3° 120 000 euro in de gemeenten van vijftig duizend inwoners en meer.

De waarde van de transactie komt overeen met de geschatte marktwaarde van het goed of het geschatte bedrag van de transactie vermenigvuldigd, indien van toepassing, met de looptijd van het contract. Wanneer de opdracht kan worden verlengd en de totale looptijd van de opdracht, met inbegrip van de verlengingen of vernieuwingen, meer dan tien jaar kan bedragen, komt de waarde van de transactie overeen met de geraamde jaarlijkse waarde van de opdracht vermenigvuldigd met tien, zonder dat dit bedrag lager mag zijn dan het geraamde bedrag voor de aanvankelijke minimumlooptijd van de opdracht.

§ 3. Iedere overdracht toegekend door de gemeenteraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de gemeenteraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 4. De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het moment van goedkeuring van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd het recht om de verleende overdrachten te wijzigen, hebben schommelingen in het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht als deze eenmaal is vastgesteld.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen. ”.

Art. 43. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-1 *quater* ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1222-1*quater*. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, start de lokale overheid de procedure, gunt ze het contract voor de verkoop of levering van materiële roerende goederen en controleert ze de uitvoering ervan.

In gevallen waarin onderhandelen met de kandidaten is toegestaan, keurt het gemeentecollege het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de documenten en, indien van toepassing, de reglementering die van toepassing is op de transactie.

Het gemeentecollege mag tijdens de looptijd van het contract niet-substantiële wijzigingen aanbrengen. ”.

Art. 44. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-1 *quinquies* ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L1222-1*quinquies*. De artikelen L1222-1 tot en met L1222-1*quater* zijn niet van toepassing op transacties die zowel betrekking hebben op de gunning van opdrachten betreffende vastgoedtransacties of de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen die aan de gemeente toebehoren, als op de toepassing van een retributieregeling. ”.

Art. 45. Artikel L1222-2. van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 46. In artikel L1222-3, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt de zin ”Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.” vervangen door de zin ”Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende zitting.”

Art. 47. Artikel L1222-4 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. Het gemeentecollege kan aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal zijn bevoegdheden delegeren om met het oog op de betaling de werken, leveringen en diensten te controleren die voor betaling worden aanvaard en, in voorkomend geval, facturering uit te nodigen en het bedrag vast te stellen dat het verschuldigd acht.

In geval van delegatie worden de beslissingen van de algemeen directeur of adjunct-directeur op de eerstvolgende vergadering aan het college meegedeeld.”.

Art. 48. In artikel L1222-6, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt de zin “Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.” vervangen door de zin “Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende zitting.”

Art. 49. In artikel L1222-7, § 3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt de zin “Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.” vervangen door de zin “Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende zitting.”

Art. 50. In artikel L1222-8, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt de zin “Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting.” vervangen door de zin “Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende zitting.”

Art. 51. In artikel L1231-5 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 2 wordt lid 4 aangevuld met de woorden “volgens een kloof tussen meerderheid en oppositie.”;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. De beheersorganen van het bedrijf beraadslagen en besluiten enkel als de meerderheid van hun werkende leden [4 fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3. Met volmachten wordt geen rekening gehouden in de berekening van het aanwezigheidsquorum.

Elke bestuurder is houder van één enkele volmacht.

Het beheersorgaan kan evenwel, indien hij tweemaal bijeengeroepen is zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, na een nieuwe oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, beraadslagen over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.”.

Art. 52. In artikel L1232-12/1, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 14 februari 2019, worden de woorden “neemt akte in een beraadslaging vervangen door de woorden “neemt akte van”.

Art. 53. In artikel L1234-2, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 4 wordt aangevuld met de woorden “volgens een kloof tussen meerderheid en oppositie.

2° in paragraaf 5 worden de woorden “volgens een kloof tussen meerderheid en oppositie” ingevoegd tussen de woorden “overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek” en het woord “en”;

3° in lid 8, wordt de zin “Ze worden bekendgemaakt op de website van de gemeente” opgeheven.

Art. 54. In artikel L1313-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door het decreet van 8 december 2005 en aangevuld door het programmadecreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “, de begrotingswijzigingen” ingevoegd tussen de woorden “De begrotingen” en de woorden “en de rekeningen”;

2° in lid 2 wordt de volgende wijziging aangebracht : de woorden “, de begrotingswijzigingen” worden ingevoegd tussen de woorden “De begrotingen” en de woorden “en rekeningen”;

3° lid 3 wordt vervangen door wat volgt:

“Bovendien worden begrotingen, begrotingswijzigingen, rekeningen en een samenvatting van begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen door de gemeente op haar website bekendgemaakt zodra ze door de toezichthoudende overheid zijn goedgekeurd. De samenvatting wordt bekendgemaakt in een door de overheid gedefinieerd standaardformaat. De bekendmakingstermijn mag niet korter zijn dan zes jaar.”.

Art. 55. In artikel L1522-4, § 1, lid 2, van hetzelfde Wetboek, toegevoegd bij het decreet van 7 september 2017, wordt de zin “Ze worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.” opgeheven.

Art. 56. In artikel L1522-5 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt:

§ 1. Het beheerscomité van de projectvereniging beraadslagt en beslist enkel als de meerderheid van zijn werkende leden fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3. Met volmachten wordt geen rekening gehouden in de berekening van het aanwezigheidsquorum.

Elke bestuurder is houder van één enkele volmacht.

De raad kan evenwel, indien hij tweemaal bijeengeroepen is zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, na een derde en laatste oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze beraadslagen en besluiten over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.”.

Art. 57. In artikel L1523-10 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

“De oproeping geschiedt schriftelijk en aan huis ten minste zeven volle dagen vóór de dag van de vergadering, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid. Zij vermeldt de agenda. De oproeping en de documenten betreffende de agendapunten kunnen schriftelijk en aan huis toegezonden worden indien de mandataris daarom schriftelijk heeft verzocht of als het overmaken via een elektronisch bericht technisch onmogelijk is. Elk agendapunt waarover beslist moet worden gaat vergezeld van een ontwerp van beraadslaging bevattende een memorie van toelichting en een ontwerp van beslissing, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.”;

b) in lid 3, wordt de zin "In de behoorlijk gemotiveerde gevallen van dringende noodzakelijkheid, bedoeld in lid 1, worden ze tegelijk met de agenda ter beschikking gesteld." vervangen door wat volgt: "In de in lid 1 bedoelde, naar behoren gemotiveerde spoedeisende gevallen worden ze, behalve in uitzonderlijke omstandigheden, beschikbaar gesteld op de dag van de vergadering van het betrokken orgaan. In dat geval worden ze tijdens de volgende vergadering beschikbaar gesteld.";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. De beheersorganen van het bedrijf beraadslagen en besluiten enkel als de meerderheid van hun werkende leden fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3. Met volmachten wordt geen rekening gehouden in de berekening van het aanwezigheidsquorum. Elke bestuurder is houder van één enkele volmacht.

Het beheersorgaan kan evenwel, indien hij tweemaal bijeengeroepen is zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, na een nieuwe oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, beraadslagen over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen."

Art. 58. Artikel L1523-12, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het decreet van 29 maart 2018, wordt hersteld in de volgende lezing:

"Indien ten minste één afgevaardigde van de aangesloten gemeente, provincie of O.C.M.W. niet aanwezig is op de algemene vergadering, houdt de intercommunale, op voorwaarde dat het lid vertegenwoordigd was op de vorige algemene vergadering, rekening met de beraadslagingen genomen door de raden van de aangesloten gemeenten, provincies of C.P.A.S. voor het uitdrukken van de stemmen en het berekenen van het stemquorum."

Art. 59. In artikel L1523-13, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf § 1 wordt aan lid 3 het volgende toegevoegd: "Dit verzoek wordt ten minste vijfenveertig dagen voor de geplande datum van de algemene vergadering toegezonden aan de raad van bestuur van de intercommunale. Als dit niet gebeurt binnen deze termijn, wordt het punt toegevoegd aan de agenda van de volgende Algemene Vergadering. De intercommunale stelt de leden ten minste zestig dagen van tevoren in kennis van de datum van een algemene vergadering als bedoeld in lid 1.";

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "bij gewone post" vervangen door de woorden "langs elektronische weg".

Art. 60. In artikel L1523-15 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 14 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 3, wordt de zin "Ze worden bekendgemaakt op de website van de gemeente" opgeheven.

2° hij wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De voorgaande leden sluiten de mogelijkheid niet uit dat, in overeenstemming met de ziekenhuiswetgeving, vertegenwoordigers van het medisch of academisch beroep, vertegenwoordigers van de Medische Raad, de hoofdgeneesheer of de directeur-generaal, kosteloos als permanente gasten of waarnemers, met raadgevende stem, zitting kunnen nemen in de Raad van Bestuur van de gezondheidsintercommunales."

Art. 61. In artikel L2212-9 van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 6, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Indien een zetel permanent vacant wordt tijdens de in de paragrafen 1 tot en met 5 bedoelde verlofperiode, verliest de in het vorig lid bedoelde plaatsvervanger automatisch zijn mandaat en wordt hij opgeroepen om permanent zitting te nemen. In dat geval kan de politieke fractie om vervanging verzoeken overeenkomstig de twee vorige leden."

Art. 62. In artikel L2212-15, lid 4er, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "alsmede in geval van aanwijzing van de laureaat in een functie van wettelijke graad" ingevoegd tussen de woorden "Uitgezonderd in tuchtzaken" en de woorden "kan de besloten vergadering,".

Art. 63. In artikel L2212-16, lid 4, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de voordrachten van kandidaten," en het woord "de terbeschikkingstellingen," opgeheven.

Art. 64. In artikel L2212-22 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin : "Stukken die betrekking hebben op agendapunten kunnen echter elektronisch worden verzonden.";

b) 3° in lid 6 wordt het woord "gemeenteraad" vervangen door het woord "provincieraad";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel ernstige schade zou kunnen berokkenen.

Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door tenminste twee derde van de aanwezige leden; de namen van die leden worden in de notulen vermeld."

Art. 65. In artikel L2212-23, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden ", enerzijds, ter kennis gebracht van het publiek door officiële aanplakking op de plaats waar de provincieraad zitting houdt, en ter informatie in de gemeentehuizen en, anderzijds," opgeheven.

Art. 66. Artikel L2212-26 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. L2212-26. § 1. Deze bepaling regelt de verkiezingen en de voordrachten van kandidaten voor politieke mandaten of functies.

§ 2. Als er evenveel kandidaten zijn als er mandaten of functies te vervullen zijn, neemt de provincieraad akte van de verkiezing of de voordracht van deze kandidaten. De leden van de provincieraad stemmen echter luidop en bij naamafroeping over deze verkiezing of voordracht wanneer ten minste een derde van de aanwezige leden daarom verzoekt.

§ 3. Als er meer dan één kandidaat is voor een mandaat of functie, wordt de voorzitter bijgestaan door de twee raadsleden met de minste anciënniteit, die als stemopnemers optreden. Voor elk ambt of functie wordt een aparte stemming gehouden.

De voorzitter roept de namen af, gevolgd door een herinnering aan de leden die niet aanwezig waren. Aan het eind van de naamafroeping vraagt de voorzitter of er nog aanwezige leden zijn die niet hebben gestemd; degenen die onmiddellijk naar voren komen, worden toegelaten tot de stemming. Zodra deze handelingen voltooid zijn, wordt de stemming gesloten verklaard.

Voor het tellen wordt het aantal stembiljetten gecontroleerd. Als het aantal groter of kleiner is dan dat van de kiezers, wordt dit in de notulen opgenomen. Als het resultaat van de telling is dat dit verschil de door één kandidaat behaalde meerderheid twijfelachtig maakt, laat de voorzitter een herstemming plaatsvinden tussen de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Bij de telling neemt een van de stemopnemers achtereenvolgens ieder stembiljet, vouwt het open en overhandigt het aan de voorzitter, die het luidop afleest en het aan een andere stemopnemer doorgeeft. De uitslag van elke stemming wordt onmiddellijk afgekondigd.

De ongeldige stembiljetten komen niet in aanmerking voor het vaststellen van de meerderheid.

Stembiljetten, waarop meer dan een naam voorkomt, zijn geldig, maar alleen de eerste naam komt in aanmerking.

Als geen enkele kandidaat de absolute meerderheid haalt, wordt een herstemming gehouden tussen de twee kandidaten die het meest aantal stemmen hebben behaald. Bij staking van stemmen wordt de oudste kandidaat verkozen.

Na de telling worden de stembiljetten waarover geen betwisting is ontstaan, ten overstaan van de vergadering vernietigd.

§ 4. In de gevallen bedoeld in de paragrafen 2 en 3, stemmen de leden van de provincieraad op verzoek van een raadslid bij geheime stemming. ”.

Art. 67. In artikel L2212-32, § 6, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 januari 2013, worden de woorden ”voor akteneming” opgeheven.

Art. 68. In artikel L2212-39, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 7 september 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 5 worden de woorden ”artikel L2212-44” vervangen door de woorden

”alle andere artikelen waarin het begrip politieke fractie wordt gebruikt”;

2° hij wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”De uitsluiting of het aftreden van de fractie verandert niets aan het resultaat van de verdeling van de mandaten, die na de verkiezingen is vastgesteld, tussen de politieke fracties. ”.

Art. 69. In artikel L2212-42, § 4, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1^{er} worden de woorden ”die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt.” vervangen door het woord ”die er akte van neemt bij de eerste vergadering”;

2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

”Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad er akte van neemt. Als de gemeenteraad akte neemt van het ontslag, kan het niet meer worden ingetrokken. ”.

Art. 70. In artikel L2212-47, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden ”die de duur van diens mandaat dekt en” opgeheven;

2° tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

”De provinciale beleidsverklaring is geldig voor de volledige ambtstermijn, behalve in het geval van het aannemen van een nieuw meerderheidspact en de volledige vernieuwing van de provincieraad. ”.

Art. 71. In artikel L2212-48 van hetzelfde Wetboek wordt de volgende wijziging aangebracht: er wordt tussen de leden 3 en 4, een lid ingevoegd, luidend als volgt:

”Het provinciecollege is verantwoordelijk voor de beslissing of de provincie een aanvraag indient voor de oproepen tot het indienen van projecten, voor het toezicht op de naleving van de ontvankelijkheids- en subsidiabiliteitsvoorwaarden en voor de naleving ervan. De provincieraad wordt tijdens de volgende vergadering op de hoogte gesteld van de kandidatuur om er akte van te nemen. ”.

Art. 72. Artikel L2212-56, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt:

1° in lid 5 worden de woorden ”artikel L2212-58” vervangen door de woorden

3° ”de artikelen L2212-58 en L2212-65”;

4° in lid 6 worden de woorden ”en aan de Regering” geschrapt.

Art. 73. In artikel L2212-62, lid 4, 1° van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt het woord ”ondersteunt” vervangen door het woord ”adviseert”.

Art. 74. In artikel L2212-65 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) in 8°, worden de woorden "€ 22.000 excl. btw." vervangen door de woorden "30 000 euro excl. btw, met uitzondering van de ontwerpbegroting of begrotingswijzigingen";

2) het wordt aangevuld met de punten 9° en 10°, luidend als volgt:

9° binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de provincieraad of van het provinciecollege met betrekking tot schenkingen of legaten aan de provincie

10° binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid en op eigen initiatief een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de provincieraad of van het provinciecollege met een financiële of budgettaire weerslag gelijk aan of kleiner dan 30.000 euro excl. btw. ";

b) in lid 2 worden de woorden "hierboven" en de woorden "onder 8°" telkens vervangen door de woorden "in 8° tot en met 10°";

c) in lid 3 worden de woorden "Zo niet wordt het advies genegeerd." vervangen door de zin "Indien binnen de vereiste termijn geen advies is uitgebracht, kan de procedure niettemin worden voortgezet. ";

d) hetzelfde lid wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"De Regering is bevoegd om de bedragen bedoeld in 8° tot 10° te wijzigen indien de omstandigheden dit rechtvaardigen. ";

2° het wordt aangevuld met de §§ 6 en 7, luidend als volgt :

"§ 6. Met het oog op de uitvoering van de opdrachten, vermeld in paragraaf 2, 8° tot en met 10°, zorgt het provinciecollege ervoor dat de financieel directeur volledige toegang heeft tot alle elementen van de dossiers die aan het provinciecollege en de provincieraad worden voorgelegd.

§ 7. Met het oog op de correcte uitvoering van dit artikel wordt elk beslissing met financiële gevolgen toegezonden aan de financieel directeur. "

Art. 75. In artikel L2212-74 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht: 3° en 4° worden opgeheven.

Art. 76. Artikel L2213-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt vervangen als volgt:

"Art. L2213-1. § 1. De briefwisseling en de akten van de provincie worden ondertekend door de voorzitter van het provinciecollege en medeondertekend door de directeur-generaal.

De in lid 1 bedoelde handtekening en medeondertekening geschieden door middel van een handgeschreven handtekening of een elektronische handtekening.

De elektronische handtekening, bedoeld in het tweede lid, geschiedt door middel van een elektronische handtekening, een geavanceerde elektronische handtekening of een gekwalificeerde elektronische handtekening, bedoeld in respectievelijk de artikelen 3.10, 3.11 en 3.12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG;

De Regering kan meer details geven over de elektronische procedure.

§ 2. De voorzitter van het college kan de ondertekening van bepaalde stukken schriftelijk opdragen aan een of meer leden van het provinciecollege. Hij kan deze opdracht te allen tijde herroepen.

De provinciaal gedeputeerde aan wie de opdracht is gegeven, moet boven zijn handtekening, naam en functie melding maken van die opdracht.

§ 3. Het provinciecollege kan de directeur-generaal machtigen de medeondertekening van bepaalde stukken op te dragen aan een of meer ambtenaren van de provincie.

Deze opdracht geschiedt schriftelijk; de provincieraad wordt daarvan op de hoogte gebracht tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

De ambtenaar aan wie de opdracht is gegeven, moet boven zijn handtekening, naam en functie melding maken van die opdracht, op alle stukken die hij ondertekent.

§ 4. De voorzitter van het college kan het ondertekenen van authentieke akten delegeren aan een medewerker van een notariskantoor.

§ 5. Het provinciecollege kan de directeur-generaal en de financieel directeur machtigen om de medeondertekening of ondertekening van authentieke akten te delegeren aan een medewerker van een notariskantoor.

§ 6. De in §§ 1 en 5 bedoelde delegaties van de handtekening geschieden bij authentieke volmacht en zijn beperkt tot de in de volmacht vermelde handelingen waarvoor de authentieke akte per videoconferentie voor een notaris wordt ontvangen. "

Art. 77. Artikel L2222-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 10 oktober 2013 wordt vervangen als volgt:

"Art. L2222-1. § 1. De provincieraad aanvaardt schenkingen bij authentieke akte en legaten ten gunste van de provincie.

§ 2. De provincieraad kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het provinciecollege.

De delegatie is hoogstens beperkt tot schenkingen en legaten zonder last of voorwaarde en voor een bedrag, indien van toepassing geschat, van minder dan 150 000 euro.

§ 3. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 4. . De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen. ”.

Art. 78. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222--1bis ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L2222-1 bis. De voorzitter van het provinciecollege aanvaardt schenkingen van roerende lichamelijke goederen zonder lasten of voorwaarden.

De voorzitter van het provinciecollege kan de in lid 1 bedoelde bevoegdheden delegeren aan een ambtenaar, met uitzondering van de financieel directeur. ”.

Art. 79. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-1ter ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. L2222-1ter. Tenzij specifiek anders bepaald door de wet, bepaalt de provincieraad de voorwaarden van de gunningsprocedure voor contracten met betrekking tot vastgoedtransacties en stelt de contractuele voorwaarden vast die van toepassing zijn op de transactie.

§ 2. De provincieraad kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het provinciecollege.

In overeenstemming met artikel L3512-2 is de overdracht beperkt tot vastgoedtransacties met een geschatte waarde van minder dan 150 000 euro.

De waarde van de vastgoedtransactie komt overeen met de geschatte marktwaarde van het vastgoed of het geschatte bedrag van de transactie vermenigvuldigd, indien van toepassing, met de looptijd van het contract. Wanneer de opdracht kan worden verlengd en de totale looptijd van de opdracht, met inbegrip van de verlengingen of vernieuwingen, meer dan tien jaar kan bedragen, komt de waarde van de transactie overeen met de geraamde jaarlijkse waarde van de opdracht vermenigvuldigd met tien, zonder dat dit bedrag lager mag zijn dan het geraamde bedrag voor de aanvankelijke minimumlooptijd van de opdracht.

§ 3. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 4. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen.

§ 5. De provinciewegen worden naar het gewestelijk openbaar wegendomein overgedragen.

De provincieraden en -colleges mogen krachtens het provinciaal belang niet beraadslagen en besluiten over de inrichting, het onderhoud en het beheer van de openbare wegen. ”.

Art. 80. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-1 quater ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L2222-1quater. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, start het gemeentecollege de procedure, gunt ze het contract voor de vastgoedtransactie en houdt ze toezicht op de uitvoering ervan.

In gevallen waarin onderhandelen met de kandidaten is toegestaan, keurt het gemeentecollege het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de documenten en, indien van toepassing, de reglementering die van toepassing is op de vastgoedverrichting.

Het provinciecollege kan tijdens de looptijd van het contract niet-substantiële wijzigingen aanbrengen. ”.

Art. 81. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-1 quinquies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L2222-1 quinquies. § 1 Tenzij de wet uitdrukkelijk anders bepaalt, stelt de provincieraad de voorwaarden vast van de gunningsprocedure voor opdrachten betreffende de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen die toebehoren aan de provincie en stelt hij de contractuele voorwaarden vast die de transactie regelen.

§ 2. De provincieraad kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het provinciecollege.

In overeenstemming met artikel L3513-2 is de overdracht beperkt tot transacties met een geschatte waarde van minder dan 150 000 euro.

De waarde van de transactie komt overeen met de geschatte marktwaarde van het goed of het geschatte bedrag van de transactie vermenigvuldigd, indien van toepassing, met de looptijd van het contract. Wanneer de opdracht kan worden verlengd en de totale looptijd van de opdracht, met inbegrip van de verlengingen of vernieuwingen, meer dan tien jaar kan bedragen, komt de waarde van de transactie overeen met de geraamde jaarlijkse waarde van de opdracht vermenigvuldigd met tien, zonder dat dit bedrag lager mag zijn dan het geraamde bedrag voor de aanvankelijke minimumlooptijd van de opdracht.

§ 3. Iedere overdracht toegekend door de provincieraad wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de provincieraad van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 4. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 2 aanpassen. ”.

Art. 82. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-1 sexies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L2222-1 sexies. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, start het provinciecollege lokale overheid de procedure, gunt ze het contract voor de verkoop of levering van materiële roerende goederen en controleert ze de uitvoering ervan.

In gevallen waarin onderhandelen met de kandidaten is toegestaan, keurt het provinciecollege het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de documenten en, indien van toepassing, de reglementering die van toepassing is op de transactie.

Het provinciecollege kan tijdens de looptijd van het contract niet-substantiële wijzigingen aanbrengen. ”.

Art. 83. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-1 septies ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. L2222-1 septies. De artikelen L2222-1 tot en met L2222-1sexies zijn niet van toepassing op verrichtingen die zowel betrekking hebben op de gunning van opdrachten betreffende vastgoedtransacties of de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen die aan de gemeente toebehoren, als op de toepassing van een retributieregeling. ”.

Art. 84. In artikel L2222-2, § 1, lid 2, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2022, wordt de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt." vervangen door de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad tijdens zijn volgende zitting."

Art. 85. In artikel L2222-2 quater, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt." vervangen door de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad tijdens zijn volgende zitting."

Art. 86. In artikel L2222-2 quinquies, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting." vervangen door de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad op diens eerstvolgende zitting."

Art. 87. In artikel L2222-2, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, wordt de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er akte van neemt, op diens eerstvolgende zitting." vervangen door de zin "Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de provincieraad op diens eerstvolgende zitting."

Art. 88. In artikel L2223-5, § 2, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 juli 2021, worden de woorden "volgens een kloof tussen meerderheid en oppositie" ingevoegd tussen de woorden "overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek" en de woorden "Elke democratische politieke fractie".

Art. 89. In artikel L2223-13, lid 4, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "plan" telkens vervangen door het woord "contract".

Art. 90. In artikel L2223-14, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° lid 4 wordt aangevuld met de woorden "volgens een kloof tussen meerderheid en oppositie. ";
- 2° in paragraaf 5 worden de woorden "volgens een kloof tussen meerderheid en oppositie" ingevoegd tussen de woorden "overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek" en het woord "en".

Art. 91. In artikel L2231-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 18 april 2013, worden de leden 2 tot 4 opgeheven.

Art. 92. Artikel L2231-9, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt aangevuld met de volgende zin: "Ze worden door de provincie bekendgemaakt op haar website zodra ze zijn goedgekeurd door de toezichthoudende overheid.

Art. 93. In artikel L3117-1, 20°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "31 maart" vervangen door de woorden "30 juni".

Art. 94. Artikel L3221-3, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"Als een politieke fractie voor bekendmaking toegang heeft tot de officiële pagina van de gemeente of provincie op sociale netwerken, heeft elke democratische fractie in dezelfde mate daartoe toegang.

Die toegang wordt bepaald volgens de regels en voorwaarden bepaald in het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad of de provincieraad."

Art. 95. In artikel L3331-1, § 3, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2013, wordt het woord "2.500" telkens vervangen door het woord "3.500".

Art. 96. In Deel III van hetzelfde Wetboek wordt een Boek V met de titel "Erfgoedtransacties" ingevoegd.

Art. 97. In Boek V, ingevoegd bij artikel 97, wordt een Titel I ingevoegd, getiteld "Gunningsprocedure voor overeenkomsten betreffende onroerende en roerende transacties".

Art. 98. In titel I, ingevoegd bij artikel 98, wordt een Hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift "Toepassingsgebied en algemene bepalingen".

Art. 99. In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 99, wordt een artikel L3511-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3511-1. § 1. In de zin van dit Boek wordt verstaan onder :

- 1° plaatselijk bestuur: een van de plaatselijke besturen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, met uitzondering van de een- en meergemeentelijke politiezones en de hulpverleningsgebieden;
- 2° een vastgoedtransactie: de verkoop, ruil, erfpacht, opstal, verhuur, jachtrecht, visrecht, staatsconcessie of preciaire bewoning van onroerend goed dat aan het plaatselijk bestuur toebehoort;
- 3° de roerende transactie: een transactie met betrekking tot de verkoop of de vervreemding van lichamelijke roerende goederen die toebehoren aan het plaatselijk bestuur.

§ 2. Uitgesloten van het toepassingsgebied van dit boek zijn transacties met betrekking tot zowel de gunning van opdrachten inzake onroerend goed of de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen die toebehoren aan de gemeente als de gunning van overheidsopdrachten of concessies voor diensten of werken, de toekenning van elke bijdrage, voordeel of steun, ongeacht de vorm of benaming ervan, verleend voor doeleinden van algemeen belang of de toepassing van een retributieregeling. "

Art. 100. In Titel 1, ingevoegd bij artikel 98, wordt een hoofdstuk 2 ingevoegd, getiteld "In titel I, ingevoegd bij artikel 98, wordt een hoofdstuk 2 ingevoegd met als titel "Beginselen die van toepassing zijn op het gunnen van contracten inzake vastgoedtransacties".

Art. 101. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 101, wordt een artikel L3512-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3512-1. Plaatselijke overheden handelen transparant bij het gunnen van contracten voor vastgoedtransacties.

Daartoe zijn plaatselijke besturen verplicht, tenzij er adequate redenen of een specifieke wettelijke bepaling zijn, om publiciteitsmaatregelen uit te voeren die geschikt zijn voor het geval in kwestie.

Een plaatselijk bestuur dat met een of meer overheidsinstanties een overeenkomst sluit met betrekking tot een vastgoedtransactie, hoeft niet systematisch een mededingingsprocedure uit te schrijven als het geplande project een doel van algemeen belang nastreeft en, behoudens naar behoren gemotiveerde uitzonderingen of specifieke wettelijke bepalingen, wordt gegund tegen de overeenkomstig artikel L3512-2 geraamde prijs.

De aankoopcomités van onroerende goederen, die door plaatselijke besturen worden belast met vastgoedtransacties, hoeven aan derden niet te bewijzen dat ze een speciaal mandaat hebben om op te treden als vertegenwoordigers van het plaatselijk bestuur.

Binnen deze comités vertegenwoordigen de ambtenaren die bevoegd zijn om de overeenkomsten te authenticeren, de lokale overheden van rechtswege voor de opdrachten waarvoor zij verantwoordelijk zijn, wanneer zij de akten ondertekenen. "

Art. 102. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel L3512-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3512-2. Voor elke vastgoedtransactie beschikken de plaatselijke besturen over een recente schatting van de waarde van het onroerend goed of het toegekende recht erop, tenzij er een passende rechtvaardiging of een specifieke wettelijke bepaling is.

Deze schatting wordt, behalve in naar behoren gemotiveerde uitzonderingsgevallen, gevraagd aan een onafhankelijke expert, een commissaris van een aankoopcomité, een notaris, een landmeter ingeschreven in het register bijgehouden door de Federale Raad van landmeters-experten, een vastgoeddeskundige ingeschreven in het register bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar of een architect ingeschreven in de Orde van Architecten. "

Art. 103. In Titel 1, ingevoegd bij artikel 98, wordt een hoofdstuk 3 ingevoegd, getiteld "Beginselen die van toepassing zijn op het gunnen van contracten inzake roerende transacties".

Art. 104. In hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 104, wordt een artikel L3513-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L3513-1. Plaatselijke besturen handelen transparant bij het gunnen van contracten voor roerende transacties.

Daartoe zijn plaatselijke besturen verplicht, tenzij er adequate redenen of een specifieke wettelijke bepaling zijn, om publiciteitsmaatregelen uit te voeren die geschikt zijn voor het geval in kwestie. "

Art. 105. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel L3513-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3513-2. Voor elke roerende transactie beschikken de plaatselijke besturen over een recente schatting van de waarde van het lichamenlijk roerend goed of het toegekende recht erop, tenzij er een passende rechtvaardiging of een specifieke wettelijke bepaling is.

Behalve in naar behoren gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden, wordt deze schatting gevraagd aan een onafhankelijke deskundige. "

Art. 106. In artikel L6411-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt de volgende wijziging aangebracht: in paragraaf 1, lid 1, wordt het woord "feitelijke" geschrapt.

Art. 107. Artikel L6431-1, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt gewijzigd als volgt:

- 1° in lid 1 wordt de zin "stelt jaarlijks een schriftelijk verslag op" vervangen door de zin "kan jaarlijks een schriftelijk verslag opstellen";
- 2° lid 4 wordt aangevuld met de volgende woorden "en brengt verslag uit over elke beslissing of handeling van de structuur die niet waarborgt dat het algemeen, provinciaal of gemeentelijk belang, de wettigheid en de doelstellingen van de structuur worden geëerbiedigd". Het raadslid, of een van de raadsleden als er binnen de structuur meerdere raadsleden zijn benoemd, dient zijn verslag zo snel mogelijk in bij de gemeenteraad, samen met eventuele opmerkingen;
- 3° in lid 6 wordt de zin "stelt de voorzitter van het voornaamste bestuursorgaan een verslag in dezelfde omstandigheden op." vervangen door de zin "kan de voorzitter van het voornaamste bestuursorgaan een verslag in dezelfde omstandigheden opstellen".

Art. 108. In artikel L6431-2, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek, toegevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden "en, in voorkomend geval, de koppeling of groepering die voortvloeit uit de individuele verklaring afgelegd in een vergadering van de gemeenteraad" toegevoegd.

Art. 109. In artikel L6511-3, § 1^{er}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt de volgende wijziging aangebracht: na de woorden "van het uitvoerend bureau van de intercommunale, van het bezoldigingscomité van de intercommunale, van een beperkt bestuursorgaan van de intercommunale, van het auditcomité van de intercommunale" worden de woorden "en van de raad van bestuur van de intercommunale, voor zover deze meer dan tien keer per jaar vergadert" toegevoegd.

Art. 110. Beraadslagingen en handelingen die na de inwerkingtreding van dit besluit worden genomen, vallen niet onder de artikelen L3511-1 tot en met L3513-2 van hetzelfde Wetboek en blijven onderworpen aan de bepalingen die van kracht waren op de dag dat ze werden genomen, indien een principebesluit dat de gunning van het contract regelt, werd genomen vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De principeberaadslaging bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van de gunningsprocedure voor contracten en stelt de contractuele voorwaarden vast die van toepassing zijn op de transactie.

Art. 111. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 28 maart 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement, 1632 (2023-2024) Nrs. 1 tot 8

Volledig verslag, plenaire zitting van 27 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005021]

22 FEVRIER 2024. — Arrêté ministériel déterminant le modèle de la demande d'agrément en qualité d'auteur d'études d'incidences sur l'environnement

La Ministre de l'Environnement,

Vu le Livre 1^{er} du Code de l'environnement, l'article D.70, § 1^{er}, remplacé par le décret du 24 mai 2018 ;

Vu le Livre 1^{er} du Code de l'environnement, l'article R.60, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2018 ;

Vu le rapport du 5 octobre 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 74.609/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 novembre 2023 ;

Considérant que le Ministre ayant en charge l'Environnement peut fixer le modèle de la demande d'agrément en qualité d'auteur d'études d'incidences et déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant d'authentifier l'envoi par voie électronique ;

Qu'il est nécessaire de fixer ce modèle afin d'harmoniser et de structurer les dossiers de demande d'agrément en qualité d'auteur d'études d'incidences et d'en améliorer ainsi la complétude et la qualité ;

Que le modèle de demande d'agrément ainsi fixé est à utiliser pour toutes les demandes d'agrément, peu importe la voie par laquelle la demande d'agrément est réalisée, électronique ou papier ;

Considérant qu'aux fins d'asseoir la Wallonie dans la dématérialisation de ses démarches et d'inciter les administrés à recourir aux outils du numérique, il convient de permettre aux demandeurs d'agrément de soumettre leurs demandes par voie électronique et de les inciter à privilégier cette dernière ;

Que le Ministre ayant en charge l'Environnement doit donc déterminer les procédés permettant l'introduction des demandes d'agrément par voie électronique, conformément à l'article R.60, § 1^{er} précité ;

Que l'application « Mon Espace » créée par la Région wallonne a justement pour but de regrouper en un même endroit l'ensemble des démarches administratives dématérialisées ;

Qu'il y a donc lieu de privilégier ce procédé pour l'introduction des demandes d'agrément par voie électronique,

Arrête :

Article 1^{er}. La demande d'agrément en qualité d'auteur d'étude d'incidences sur l'environnement est introduite au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le procédé reconnu comme permettant l'introduction des demandes d'agrément par voie électronique est l'application « Mon Espace » de la Région wallonne disponible sur <https://monespace.wallonie.be/>.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.
Namur, le 22 février 2024.

La Ministre de l'Environnement,
C. TELLIER